

Sommaire

Editorial	1
L'Air d'ailleurs, Un Air d'insolite	2
Ce qu'il ne faut pas dire	3
Il était une fois les PTT	4
Hôpitaux publics: concurrence déloyale	5
Public vs privé, un travail de sape	6
Recherche désespérément...	7
Vol de plusieurs milliards...	8
Le corps enseignant sous pression	9
Les défis de l'école publique	10
Evolution, changement, adaptation, etc.	11
Remettre les pendules à l'heure	12
Et... toujours la guerre • Le mur du son	13
Erratum	14
Vu, lu, entendu	14-15
Bonnes nouvelles	16

Services fantômes

Avec le temps, va, tout s'en va
Agences postales de mon quartier
Magasins de proximité
J'trouve plus un clou à acheter
Faut une bagnole pour y aller
Y'a plus qu'des magasins d'souliers
Des lunetteries, des pharmacies
Avec le temps, va, tout s'en va
Les distributeurs de billets
Aux stations de bus n'existent plus
Sans téléphone je suis perdue
Sans internet déconnectée
Suis exclue de la société
Avec le temps, va, tout s'en va
Avec le temps, va, tout fout l'camp

Emilie Salamin-Amar

Editorial

La privatisation, source de tous les maux

Socialiser les pertes et privatiser les profits: l'article d'Edith Samba (page 6) résume clairement la situation d'aujourd'hui. En effet, aussi bien en Suisse que dans beaucoup d'autres pays, le secteur public rétrécit de plus en plus et des services qui devraient servir au bien-être de la population sont gérés dans le but de faire des bénéfices et de servir des dividendes aux actionnaires.

Le néolibéralisme qui a gangrené presque toute la planète a complètement changé la manière de vivre des gens. Pour beaucoup, les valeurs traditionnelles (solidarité, politesse, amour du prochain, respect des enseignements d'une religion, attachement aux liens familiaux) ont été remplacées par une seule: l'argent. L'individualisme a conduit à l'égoïsme et les rapports entre les êtres humains se sont transformés en compétition.

Sur le plan économique, c'est encore pire. En raison de la tiédeur des dirigeants et des convictions néolibérales des partis de droite (à l'opposé du libéralisme qu'ils prétendent défendre), le secteur privé remplace petit à petit le service public et introduit des notions de profits et de spéculation.

Les requins de la finance ont trouvé un moyen efficace pour arriver à leurs fins. Ils commencent à priver les services publics de moyens (en baissant les impôts des riches et en ne luttant pas énergiquement contre la fraude fiscale par exemple) et à leur confier des objectifs à l'opposé de leurs missions.

Dès lors, ils s'étiolent; le peuple conclut qu'ils ne fonctionnent pas, que l'Etat est inefficace et que le privé est un modèle d'efficacité. Le journaliste Jacques Dion résume ainsi la situation: «*Qui veut assassiner le service public l'accuse d'incompétence après l'avoir étouffé.*»

Prenons l'exemple de la santé. L'article de Beatriz Rosende (page 5) montre bien que les hôpitaux publics doivent accomplir toutes les missions. Ils respectent ainsi un des principes du serment d'Hippocrate: «*Je donnerai mes soins à l'indigent et à quiconque me les demandera.*» Les cliniques et les hôpitaux privés, à de rares exceptions près, n'effectuent que les opérations qui rapportent (prothèses, ophtalmologie, dialyses) et sont dispensés des cas lourds (urgences, soins intensifs, oncologie). Ils touchent des subventions publiques et peuvent ainsi rétribuer leurs actionnaires et payer confortablement leurs spécialistes. Quant au personnel infirmier et aux autres catégories plus modestes, ils ont des salaires au-dessous des conventions collectives.

Et la Poste? L'analyse de Graziano Pestoni (page 4) montre que depuis la libéralisation décidée en 1997 par le Parlement fédéral, c'est devenu davantage une pompe à fric qu'un service public.

Conclusion: il faut cesser de démanteler le service public. Les politiques économiques actuelles ont été mises hors de portée électorale et ont favorisé le *dumping* salarial et la précarisation de l'emploi. Il est urgent d'arrêter le massacre!

Rémy Cosandey

L'Air d'ailleurs

L'Air de... Guerre et Paix

Avec cette malheureuse guerre en Ukraine, me reviennent en mémoire quelques «grands» noms des guerres napoléoniennes que la relecture de *Guerre et Paix* m'incite à considérer avec circonspection.

C'est ainsi qu'en juin 2022 meurt, sur le champ de bataille du Donbass, un certain général russe répondant au nom de Roman Kutuzov. Je ne sais pas si ce patronyme est courant en Russie, il s'avère cependant que le Prince (de Smolensk) Mikhaïl Illarionovitch Golenitchev-Koutouzov, un personnage de *Guerre et Paix* est un vrai général en chef des armées impériales russes, qui a perdu la bataille d'Austerlitz mais qui en revanche, c'est le cas de le dire, a forcé Napoléon à la fameuse retraite dite de Russie.

Ce prince né en 1745 est entré au service des armes à... douze ans. On dit qu'à quatorze printemps, il parlait six langues. C'était un homme solide, une balle turque lui traverse le crâne en 1773, il en perd l'œil droit, mais pas la tête. Les fameuses six langues qu'il parle lui donnent accès à la diplomatie tout en restant officier. Tolstoï lui-même le tient en estime et loue son intelligence. Le prince donne même son nom à l'une des plus hautes distinctions militaires de... l'Armée rouge, encore en vigueur aujourd'hui. Bref, ce Koutouzov-là est un véritable héros russe. J'ignore si le Kutuzov mort en Ukraine en juin 2022 en est un lointain descendant.

Avouez que la coïncidence est assez particulière, car le Kutuzov qui meurt en Ukraine en 2022 avait pour mission, avec d'autres, de «conquérir» l'Ukraine alors que le prince qui avait la mission de la défendre contre les visées expansionnistes de l'Empire ottoman a obtenu de la Grande Catherine le commandement de l'Ukraine. On n'en sort pas, pauvre Ukraine en guerre perpétuelle depuis bien longtemps. Les belligérants changent, pas le territoire.

L'Histoire bégaie, mais Poutine n'est pas la Grande Catherine et le général Roman Kutuzov n'est pas le prince Koutouzov.

J. Koldrianski

Décembre 1812, le commencement de la fin. Annoncé par Talleyrand et programmé par Koutouzov qui dit: «Napoléon est comme un torrent. Moscou sera l'éponge qui l'absorbera.» Parole prophétique, alors que l'armée napoléonienne est en marche vers Moscou. Été 1812, la guerre a repris: la sixième coalition dressera bientôt l'Europe contre Napoléon. Tout commence avec la Russie (...). Koutouzov expose son plan: plutôt que d'affronter ce qui reste de la Grande Armée, il ordonne la retraite de Moscou, sans combat. Ses officiers pleurent, arrachent leurs décorations, parlent de trahison (...) mais le maréchal sera obéi.

Abonnez-vous à L'Essor, 1 année: 36.-

Un Air d'insolite

Y'a quelqu'un ?

Voilà dix ans que tu es parti pour une terre inconnue. Avant ton départ, tu m'avais dit, je vais installer le WiFi là-haut afin que nous restions en contact. Depuis, je n'ai plus eu de tes nouvelles. Tu ne t'es jamais manifesté.



Pourtant, je t'ai parlé dans mon cœur, dans ma tête et même par écrit sur ma tablette. Bêtement, au fil du temps, je m'étais faite à l'idée que probablement la tâche que tu t'étais imposée devait nécessiter plus de temps. Le cosmos, c'est grand, c'est vaste, même pour un As des télécoms.

Et puis, il y eut cette lettre d'Amplifon adressée à ton nom. A ce qu'il paraît, tu aurais des problèmes d'audition. Aussi, cette société te propose de t'équiper d'appareils auditifs. Elle t'offre même un essai gratuit et une remise de mille francs. A présent, je comprends mieux pourquoi ce silence radio s'est installé entre nous. En fait, tu aurais besoin d'amplificateurs de son.

Cependant, avant ton départ, tu n'avais aucun problème auditif. Serait-ce dû à la distance? Et une question me turlupine, comment Amplifon a-t-il eu vent de la détérioration de ton système auditif? Il va de soi que malgré leur offre très alléchante, sans acceptation de ta part, je ne donnerai pas suite à leur proposition. Néanmoins, dans le cas où ta réponse serait favorable à cet achat, pourrais-tu m'envoyer ton adresse pour la livraison?

Ah, zut, oublié de te dire que je n'ai plus de connexion Internet ni de WiFi à la maison. J'ai appelé UPC pour leur signaler la chose. Ils m'ont envoyé une nouvelle Box par la poste avec toutes sortes de câbles à brancher. En guise de mode d'emploi, un petit dessin explicatif pas très clair, mais on m'invite à me connecter sur leur site pour informations détaillées. Quelle bande de nuls! Comment pourrais-je aller sur leur site puisque je n'ai pas accès à Internet. C'est une histoire de fous!

La folie doit être généralisée, encore un courrier pour toi ce jour, venant de PostFinance. On t'a envoyé une carte pour effectuer des paiements sans contact. Alors, que veulent dire toutes ces histoires à dormir debout? Je ne savais pas que les morts pouvaient payer avec une carte magnétique des prothèses auditives. Dis, où te caches-tu? A quoi joues-tu?

Emilie Salamin-Amar

Coup de queue

Bébés et fusils d'assaut

Ainsi, c'est arrivé, ils ont osé. Les juges de la Cour suprême américaine dénie aux femmes le droit de disposer de leur corps. Ils ont révoqué le célèbre arrêt *Roe versus Wade*, (1973) qui garantissait aux Américaines le droit à l'avortement en légalisant l'interruption volontaire de grossesse.

C'est un «recul» historique et... dramatique. Une cour ultra conservatrice, six juges républicains face à trois juges démocrates considère, en 2022, que laisser aux Etats de l'Union la liberté de permettre, ou d'interdire les avortements, est conforme à la Constitution américaine. Trois de ces six juges ont été nommés lors du mandat de Trump. Lors de l'examen de leurs candidatures, les trois avaient pourtant affirmé qu'ils ne toucheraient pas à cet arrêt. Peut-on croire aux paroles de tels juges?



Devant la Cour suprême, Washington (©Alex Brandon/AP)

Les Etats conservateurs et la Cour suprême ne voient aucun problème à interdire l'avortement sous prétexte que le fœtus est un être vivant, histoire de donner au dit fœtus le droit, une fois devenu adolescent, de massacrer (à l'arme de guerre) ses congénères dans l'enceinte «sacrée» d'une école.

Ces hommes et cette femme obéissent à Trump et aux politiciens républicains. Ils et elle n'hésitent guère à favoriser leur parti et leurs intérêts personnels plutôt que leur pays. Malgré leurs nominations contestées et contestables, ces juges paient la dette contractée auprès du parti conservateur et surtout de l'ancien président, lequel a montré à quel point il respectait les femmes. On se souvient, avec émotion, du très délicat: «*you grab'em by the pussy*» (tu les choppes par la chatte) d'une rare et stupéfiante élégance.

Après tout, les Américains ont le droit de choisir de tels présidents, mais ce qui fait réfléchir, c'est que l'Amérique a, dit-on, quelques années d'avance sur la vieille Europe. Ce n'est guère réjouissant. Car enfin, depuis le *Rapport Warren* sur la «balle magique» qui a tué Kennedy, les juges républicains, au nom de lois «interprétées» au gré de circonstances politiques et électorales, ne cessent de biaiser avec l'esprit des Lois. Ça rappelle quelque chose ça, non? Mais oui, bien sûr, Montesquieu, 1748. Ces juges ne l'ont sans doute pas lu.

Ils viennent de condamner des femmes à vivre dans des conditions impossibles sinon à mourir sous les aiguilles de faiseuses d'anges clandestines. S'il est vrai que les cordonniers sont les plus mal chaussés, alors, les juges de la Cour suprême américaine sont les moins aptes... à juger.

M. de León

Coup de griffe

Les promesses de la droite

Ça y est, la droite a gagné. Depuis longtemps d'ailleurs. Le dogmatisme néolibéral, suivi comme s'il s'agissait d'une religion, l'aveuglement avide de ce comportement absurde et destructeur, cette adoration sans nuance du veau d'or ont conduit notre pays vers la destruction inéluctable de l'Etat.

Pour cette droite, l'Etat n'a de sens que lorsqu'il rapporte. Et surtout, qu'il ne coûte rien! L'Etat, ce cauchemar qui non seulement impose et taxe, mais encore qui – suprême insulte – redistribue! C'est un comble. Aider les pauvres, vous n'y pensez pas, non mais! Ici, l'Etat ne doit servir qu'à acheter des avions pour la défense du coffre-fort helvétique. Un point c'est tout!

En Suisse, il y a environ un demi-million de millionnaires (438'000 en 2020, +43% en dix ans) pour 815'800 bénéficiaires d'une assistance sociale. Chez nous, les élus nationaux de droite sont les représentants d'entités commerciales privées. Dans ce pays, la pauvreté est mal vue. Si tu es pauvre, c'est que tu ne fiches rien. En Suisse, si tu es invalide ou en incapacité, tu dois quémander avec insistance l'aide à laquelle tu as constitutionnellement droit. Ici, tu paies des impôts, même si tu es bénéficiaire d'aide sociale, quand tu ne dois pas la rembourser, si tu arrives à sortir la tête de l'eau.

La droite a installé toutes sortes de taxes, par individu, par ménage, par famille pour alléger l'impôt, histoire de briser l'idée que chacun contribue selon ses moyens. Les taxes sont identiques pour tous, que tu sois riche ou pauvre, ce qui est profondément injuste.

Ce pays est un paradis pour certains et un enfer humiliant pour d'autres. Le secteur privé se porte très bien, sur le dos des services publics, que notre parlement a pris soin de démanteler, petit à petit, avec une science du mensonge extrêmement efficace.

Prenons, par exemple, les Postes, Téléphone et Télégraphes, que la droite s'est empressée de casser sous prétexte de «concurrency». On a séparé le téléphone, bonne vache à lait, du courrier postal, un boulet qui ne rapporte rien. En d'autres termes, on a revendu au peuple suisse – du moins à celles et ceux assez riches pour en racheter des actions – une société qui lui appartenait déjà. Résultat, les postes et les postiers disparaissent, lentement, mais sûrement. En attendant, la malheureuse Poste est condamnée à être rentable sans qu'on ne lui en accorde les moyens.

Le Conseil national ne fait que démembrer l'Etat, au profit de la grande illusion néolibérale. On y préfère l'argent, ça n'a pas d'odeur, ça ne proteste pas et ça rapporte gros. Tant pis pour celles et ceux qui croient à la justice... Ce ne sont, de toutes façons, pas les plus riches.

M. G.

Il était une fois les PTT

La qualité du service public en Suisse a toujours été de haut niveau. Puis, presque soudainement, notamment sous la pression de l'Union européenne, une autre politique s'est imposée, la politique néolibérale. Depuis les années soixante-dix le service public, dans des proportions et des formes différentes selon les pays, a été libéralisé, externalisé, autonomisé, privatisé, délocalisé. En d'autres termes, de nombreuses activités exercées par des entités publiques ont été vendues à des sociétés privées, transformées en entités autonomes ou en sociétés anonymes et gérées selon les principes de l'économie privée. La Poste suisse a également été submergée par cette vague destructrice. Voyons ce qui s'est passé.

L'échec du marché et la naissance des PTT

Jusqu'au XIX^e siècle, le trafic postal était privé. Il était compliqué, lent et coûteux. En 1848, la création de la Poste fédérale est décidée. C'était le résultat de l'action conjointe de deux forces: celle de la bourgeoisie entrepreneuriale, qui avait besoin de services postaux efficaces, et celle de la politique. Grâce à la nationalisation, le trafic postal est devenu simple, sûr et accessible. En 1920 est créée l'entreprise publique (les PTT: Poste-Téléphone-Télégraphe) gérée par le Conseil fédéral. Les bénéfices réalisés dans le secteur des téléphones et des télégraphes ont permis le développement de la Poste sur tout le territoire national, zones périphériques comprises.

4

Pendant 150 ans, la Poste Suisse, puis les PTT, ont offert des services de haute qualité aux entreprises et aux citoyens.

Le début de la destruction

Le 30 avril 1997, le Parlement a décidé la libéralisation du marché du courrier et des télécommunications, la séparation des PTT en deux sociétés distinctes, ainsi que la transformation de leur statut juridique. Les télécommunications, rentables, ont été transformées en société anonyme, dont la moitié des actions, et donc des bénéfices, ont été privatisés. La Poste a été transformée en une société autonome de droit public. Ces décisions décrétèrent la fin du service public postal.

Depuis lors, l'objectif de la Poste n'est plus celui de fournir le meilleur service possible au moindre coût possible. Le Parlement et le Conseil fédéral ont décidé:

- **premièrement:** les secteurs rentables de la Poste Suisse devaient être privatisés;
- **deuxièmement:** la Poste Suisse devait faire des bénéfices. Et la Poste n'avait que trois moyens pour obtenir des résultats financiers positifs: augmenter les prix des prestations, réduire la qualité du service ou péjorer les conditions de travail. Et la Poste a appliqué les trois moyens.

La cause de la dégradation de la qualité des services postaux n'est donc pas à imputer à l'avènement des nouvelles

technologies ou à l'évolution des habitudes des citoyens, mais à des choix politiques précis adoptés par nos autorités.

Les conséquences de la privatisation

Les résultats négatifs ne se sont pas fait attendre. L'un des plus visible est la fermeture des bureaux de Poste. Selon le Conseil fédéral, peu d'usagers se rendent désormais dans les bureaux de Poste, alors que les agences, c'est-à-dire les services proposés dans les commerces, par exemple de cervelas, fromages ou chaussures, seraient très appréciées. Les données, fournies par la Poste elle-même, infirment cette thèse. La fréquentation quotidienne moyenne dans les bureaux de Poste en 2021 était de 381 usagers. Dans des agences de seulement 35. Malgré cela, le nombre de bureaux est passé d'environ 4000 dans les années 1970 à 800 en 2022. Et une ordonnance du Conseil fédéral prévoit pour l'avenir le maintien de seulement 127 (!) bureaux pour l'ensemble du territoire national.

La Poste a aussi adopté une série de mesures que l'on pourrait qualifier de «dissuasives», c'est-à-dire susceptibles de défavoriser l'accès aux services postaux. Quelques exemples: l'augmentation du prix des lettres, la réduction des heures d'ouverture des bureaux, même en centre-ville; le non-respect des délais de distribution des courriers; la limitation de la vidange des boîtes aux lettres à une seule fois par jour; le refus de PostFinance d'imprimer des bulletins de versement.

La dérogation aux principes de la gestion publique ressort également d'autres faits. Par exemple: la création d'une agence au Vietnam pour décrypter les adresses des colis et lettres illisibles. Ou la vente à un groupement spéculatif de l'immeuble historique de Saint-François, au centre de Lausanne, siège de la Poste.

Quel avenir?

L'avenir ne peut qu'inquiéter. Au Parlement fédéral est en discussion la proposition de privatiser PostFinance. Une commission spéciale mandatée par Simonetta Sommaruga, directrice du DETEC, a proposé la suppression du courrier A, la réduction de la distribution des lettres de six à trois jours par semaine, la réduction de la distribution des colis, la suppression de la contribution à la distribution de journaux, l'imposition d'une taxe sur chaque paiement. Christian Levrat, le nouveau président du conseil d'administration, a pour sa part proposé de ne plus accepter des paiements en espèces dans les offices de Poste.

Si ces propositions étaient acceptées, cela signifierait la fin de la Poste Suisse. Comme dans d'autres pays, on verrait surgir des services offerts par des entreprises privées. Les citoyens ne pourraient plus rien dire. Ils deviendraient de simples clients.

Graziano Pestoni*

* auteur de «Privatisations, le monopole de marché et ses conséquences», Editions d'En Bas, 2015. «La privatisation de la Poste Suisse», Syndicom, 2018.

Hôpitaux publics : concurrence dévastatrice

La dernière révision de la Loi sur l'assurance maladie (LAMal)¹ a consacré les principes du libéralisme dans le secteur hospitalier en Suisse. Désormais, tous les hôpitaux, privés comme publics, sont soumis au même mode de financement. Avec cette révision, le Conseil fédéral et la majorité du Parlement avaient deux objectifs majeurs: la mise en concurrence des hôpitaux entre eux et l'accès au financement public pour les cliniques privées. Ce n'est pas rien. Dans le secteur hospitalier, les effets dévastateurs ont démarré instantanément. D'autant plus que, selon les époques et les cantons, la pression financière résultant du nouveau mode de financement s'est encore accentuée avec le mécanisme des programmes d'économies cantonaux visant l'ensemble de la fonction publique. La phase de privatisation et de commercialisation des soins, qui touche l'ensemble des pays européens, s'est accélérée en Suisse aussi. Patientes, patients et personnels en font les principaux frais.

Pour le Conseil fédéral, l'objectif du nouveau mode de financement adopté en 2007 était écrit: il fallait éliminer des hôpitaux par les mécanismes de la concurrence, car selon les autorités et les assureurs, ces établissements de soins seraient en «surnombre». Pour les partisans de la révision, pétris d'idéologie néolibérale, les patients allaient pouvoir choisir le meilleur hôpital au meilleur coût, comme on le ferait avec n'importe quelle marchandise. Et dans cette logique, peu à peu, les «mauvais élèves», les hôpitaux déficitaires par exemple, allaient disparaître du paysage hospitalier en raison de leur manque d'efficacité. Pour faire croire que cette opération est aussi «profitable» pour les patients et la population, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) se charge depuis 2012 d'établir des indicateurs de qualité qui sont censés orienter les patients dans leur choix. Désormais, sur cette base on peut lire dans la presse des «classements» des hôpitaux selon leurs «performances». Ces classements laissent penser que tout un chacun aurait le loisir d'opter pour l'hôpital le plus sûr et le plus performant. Mais est-on vraiment certain que les soins hospitaliers peuvent être comparés, comme n'importe quelle marchandise? La distance pour rejoindre un hôpital ne fait pas partie du classement. Or, on sait, que pour certains accidents de la vie, chaque minute compte... Pourtant, ce sont les hôpitaux dits «de périphérie» qui sont fermés les uns après les autres.

Le secteur privé en tire profit

Avant cette révision de la LAMal, les cliniques privées n'avaient qu'un accès limité au financement public: en effet, la participation des cantons aux coûts hospitaliers était, de manière générale, réservée aux hôpitaux publics. Ces règles du jeu ont changé. Désormais des cliniques privées figurent sur les listes hospitalières qui ouvrent l'accès à une

participation financière cantonale. C'est donc que l'impôt et nos primes sont aussi utilisées pour payer des dividendes aux actionnaires des puissants groupes privés.

En raison de leur caractère généraliste et parce qu'ils sont obligés d'accueillir sans aucune restriction toutes les personnes malades ou accidentées, très rapidement les hôpitaux publics se sont trouvés en difficulté: surcharge dans les services d'urgence, liste d'attentes pour des opérations orthopédiques, etc. La pandémie du COVID-19 est un triste exemple des carences en santé publique: comme les services de soins intensifs ne sont pas «rentables» (les cliniques privées ne consacrent que quelques lits à cette discipline), ce sont les hôpitaux publics qui ont dû prendre en charge les victimes de cette pandémie. Encore une surcharge réservée au secteur public. Le secteur privé et lucratif se concentre sur des soins rentables (orthopédie, obstétrique) tout en profitant des subventions publiques. En règle générale, ces établissements à but lucratif engagent leur personnel sans aucune obligation de type Convention collective de travail ou Loi sur le personnel. Salaire au mérite et droits minimaux. En revanche, on sait que leurs personnels très qualifiés, rares sur le marché du travail, comme les médecins spécialisés, cumulent des indemnités et des salaires bien plus élevés que dans le public. Leurs systèmes salariaux sont décidés par les directions ou conseil d'administration sans la moindre consultation de l'Etat (qui participe au financement), et encore moins des salariées et salariés moins prestigieux qui y travaillent.

Tendance au *dumping* salarial

Les mécanismes pour affaiblir l'hôpital public varient d'une région à l'autre et d'un site à l'autre. Mais ce qui se dessine de manière générale, c'est une tendance nette au *dumping* salarial et à une dégradation des conditions de travail des personnels les plus précaires. La méthode la plus expéditive consiste en une externalisation des services comme le nettoyage, la restauration, les laboratoires. Cette technique permet aux employeurs publics de sortir de leur giron conventionnel ou réglementaire les personnels moins rares et de faire des économies sur leur dos. En effet, une fois sortis des conventions collectives hospitalières, ces personnels «tombent» dans le domaine privé où les accords collectifs sont nettement moins favorables et où le licenciement est très facilité.

La révision de la LAMal de 2007 visait la mise en concurrence des hôpitaux, pour les rendre plus «efficaces»; elle aboutit à une progression du secteur privé et au *dumping* sur les conditions de travail des hôpitaux publics.

Beatriz Rosende Carobbio

Secrétaire centrale SSP en charge de la santé

¹ Le 21 décembre 2007, le Parlement a approuvé la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) dans le domaine du financement hospitalier.

Services publics versus privés: travail de sape

A la base, toute société humaine a dû et doit encore et toujours trouver un équilibre entre «je» et «nous»! Le thème est récurrent et cet équilibre des forces, à la fois personnel et collectif, nous accompagne toute notre vie, à chacun de nos pas, de nos choix, de nos décisions, et dans notre rapport à l'autre, aux autres, au quotidien avec proches et lointains.

Nos structures sociales et politiques ont été et sont toujours le fruit de très longs chemins de négociations, de rapports de force durs entre ceux qui sont privilégiés par la construction pyramidale du monde et les autres qui doivent lutter pour assurer leur survie. Les impôts ont été instaurés d'abord pour ravitailler les rois, les chefs de tout acabit, puis avec la démocratisation, pour organiser un pot commun pour l'ensemble des infrastructures sanitaires, scolaires et de communications pour l'ensemble des citoyens.

Depuis quelques décennies, il s'est instillé dans la société que la gestion du système public était moins «performante» que la gestion privée, mettant clairement sous le boisseau que les buts ne sont pas du tout les mêmes. Initialement, les premiers doivent gérer, intelligemment et de façon adaptée aux réalités du moment, la répartition des fonds pour répondre aux besoins de toute la population, alors que les autres doivent dégager des profits internes pour préserver leurs outils de production. Il n'empêche que même les partis dits de gauche se sont laissés embarquer dans cette croyance et délèguent de plus en plus de tâches sociales aux privés, tout y en apportant régulièrement leurs contributions financières.

En acceptant d'intégrer des partenariats public-privé dans beaucoup de structures annexes, ils en ont perdu la démarche philosophique du mutualiste pour répondre aux besoins du public. Parallèlement, les forces du capital tendent systématiquement à vider les caisses de l'Etat, dans l'idée d'encourager ce type de délégation pour les glisser petit à petit dans l'escarcelle du privé. On a déjà vu le résultat avec les trains anglais à l'époque et les dégâts continuent, puis l'électricité, la poste, les transports et de plus en plus souvent l'école et la santé qui restent pourtant les piliers du tissu social. Avec le déplacement du public au privé, les prix grimpent, les conditions générales de travail se péjorent pour les travailleurs de la base et la protection des plus fragiles est de plus en plus négligée. On a pourtant clairement vu, au travers de la pandémie du coronavirus, que ce sont ces personnes-là qui portent l'essentiel du fonctionnement de notre société.

Une foule de domaines le confirme tous les jours, que ce soit auprès des demandeurs d'asile, avec des agences de sécurités privées, d'aide au développement avec des délégations de projets en faveur de grandes entreprises, d'enfants en difficultés

insuffisamment accompagnés, de personnes âgées. A propos de ces dernières, pourtant prévenu par les démographes de l'augmentation de la population âgée, le choix politique a été d'encourager à garder au maximum les personnes à leur domicile, argument largement partagé par les principaux concernés. Fort de cette tendance, l'Etat a surtout cherché à économiser sur la disponibilité des lits en EMS en ne les augmentant pas ou si peu, et ne donnant pas suffisamment de moyens pour les soins à domicile pour prendre le relais. Résultat: des lits sont occupés dans les hôpitaux au détriment des malades et du personnel, la liste d'attente en EMS s'allonge, les familles sont de plus en plus écrasées sous le poids de la charge financière et mentale portée par les femmes le plus souvent.

Quand le privé entre sur le marché, celui-ci s'adresse d'abord aux familles qui ont suffisamment de moyens, ou alors la qualité des soins et le confort des bénéficiaires et du personnel se péjorent au profit des marges. De la même manière, en comparant les budgets hospitaliers publics et privés, on observe aussi que les cas lourds et urgents sont principalement à charge du public et les réseaux privés se réservent des spécialités plus rémunératrices, en ne restant qu'en deuxième ligne sur le front des urgences. Autant dire que les comparaisons sont biaisées dès le départ.

Ainsi on retombe systématiquement sur le vieux paradigme: socialiser les pertes et privatiser les profits. A vouloir sans cesse réduire les fonds publics, la tendance droitiste, avec ses automatismes, tire l'ensemble du système vers le bas pour le plus grand nombre et les régimes privilégiés, eux, s'engouffrent dans les failles.

Si on peut accepter une complémentarité dans certains domaines, les citoyens doivent rester très attentifs à préserver les services publics gérés pour leur base existentielle qui doit rester abordable, en assurer démocratiquement la surveillance et ne pas laisser le régime privé s'y insérer partout sans limite.

Edith Samba

Acidus, une nouvelle structure bienvenue!

Acidus est une association qui a pour but la défense des usagers du service public.

Elle se fixe pour tâches :

d'obtenir des autorités fédérales, cantonales et communales l'engagement de promouvoir et de développer un service public de qualité, respectueux des usagers, des employés et de l'environnement, accessible à tous et économiquement performant, selon les principes d'égalité et de solidarité; d'inciter les citoyens qui sont les usagers à défendre eux-mêmes le service public auquel ils ont droit en tant que contribuables et partie prenante du contrat social.

www.acidus.ch/about/

Recherche désespérément services publics

Non, ne cherchez plus! J'ai trouvé! Les services publics, c'est nous, c'est moi, c'est vous. Travailleurs bénévoles nous œuvrons pour la communauté dans le domaine du tri sélectif. Aussi, je réclame à corps et à cris mon diplôme d'éboueur actif.

J'imprime tous les documents qui ne sont plus fournis par diverses administrations, et autres entreprises à qui je dois payer l'impression et l'envoi des factures qui sont déjà compris dans le prix de tous les articles que vendent les commerçants. Je revendique le titre de cochon de payeur!



Manifestation du 5.12.2019 - Genève (© Cartel syndical)

Je prends à ma charge les frais de papiers, d'encriers, d'imprimantes et d'ordinateur, sans parler des frais de connexions internet. Je suis une entreprise à moi toute seule. L'adresse de mon bureau? Mais, ce n'est autre que mon domicile dont je paye le loyer. Cependant, bien que mon travail ne soit pas reconnu par les autorités de mon pays, je réclame, que dis-je, j'exige un diplôme d'imprimeur en bonne et due forme!

Je ne perçois aucun remboursement pour mes frais effectifs, rien à déduire de mes impôts pour tout ce que j'offre, à qui, très précisément, je l'ignore! Plus royaliste que la Reine des Bonnes Poires, je ne compte pas, car en haut lieu certains s'imaginent qu'il est de mon devoir de bonne citoyenne d'offrir de mon temps et de mon argent, car pensent-ils

D'après le JDN (Journal du Net), l'expression «service public» désigne: une activité dont l'objectif est de satisfaire un besoin d'intérêt général. Les services publics sont exercés par l'Etat ou les collectivités territoriales ou encore par tout organisme privé ou public doté des prérogatives lui permettant d'assurer cette mission. Le service public désigne également l'organisme qui a en charge de réaliser ses services d'intérêt général. De nombreuses activités de service public sont directement liées à la souveraineté de l'Etat comme c'est le cas de la justice, de la police, des finances publiques... Les services publics sont gouvernés par trois principes fondamentaux: la continuité qui implique que l'activité doit être exercée régulièrement et sans discontinuité, la mutabilité qui implique que les services publics doivent être adaptés à l'évolution des besoins collectifs et l'égalité qui interdit la discrimination entre les usagers du service.

www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/

à tort, je suis riche. Cependant, je n'ai jamais facturé mon temps passé à effectuer les tâches d'un fonctionnaire, qui lui est grassement rémunéré pour son travail avec quoi et par qui? Avec mes impôts, pardi!

Et la cerise sur le gâteau, le comble, dans toute cette histoire, c'est que je passe à la caisse aussi pour habiter mon propre logement grâce à cet impôt virtuel qu'est la valeur locative de mon bien immobilier. C'est ce qui s'appelle du vol étatisé.

Alors, qui suis-je? Je suis le service public par excellence, celui qui se dévoue corps et âme pour la nation. En fait... j'appartiens au Trésor Public!

Emilie Salamin-Amar

Considérations

qui ont à voir avec le service public
selon Pierre Dac

Comptez sur moi, je compte sur vous,
ce qui fait que chacun y trouvera son compte !

Si la justice est parfois si lente à être rendue,
c'est que bien souvent les magistrats,
ne sachant pas quoi en faire,
hésitent entre la rendre ou la garder pour eux.

Le proverbe empirique qui dit:
«C'est en forgeant qu'on devient forgeron» est un proverbe de vérité, car il est plutôt rare, en effet, qu'en forgeant, un forgeron devienne petit télégraphiste ou mannequin de haute-couture.

Il est beau le progrès!
Quand on pense que la police n'est même pas fichue de l'arrêter...

Géométrie politique:
le carré de l'hypoténuse parlementaire est égal
à la somme de l'imbécillité construite sur ses deux côtés extrêmes.

La liste des problèmes sociaux qui iront de mal en pis
avant de s'arranger risque fort de s'allonger avant de diminuer.

Sur les bancs de la faculté, il faut bien que jeunesse se tasse.

**Faites connaître l'Essor
autour de vous!**

Vol de plusieurs milliards sur le dos des assurés

Si on se donne la peine de faire une analyse objective, on peut dire que le premier pilier (AVS) est un service public et que le deuxième pilier (caisses de retraite) est géré par le secteur privé. Quant au troisième pilier, n'en parlons pas: à part les indépendants qui ne peuvent pas cotiser au deuxième pilier, il ne profite qu'aux riches qui peuvent ainsi se constituer un bas de laine en faisant de substantielles économies fiscales.

Parlons tout d'abord de l'AVS qui est régulièrement attaquée par les partis de droite et les milieux patronaux. En vigueur depuis le 1^{er} janvier 1948, elle est inscrite à l'article 112 de la Constitution fédérale. L'alinéa 2 précise notamment qu'elle est obligatoire et que les rentes doivent couvrir les besoins vitaux de manière appropriée. Ce n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui, ce qui a provoqué le lancement d'une initiative fédérale demandant le versement d'une treizième rente.

L'AVS est une assurance basée sur la solidarité: les cotisations sont dues sur tous les salaires, alors que les rentes sont plafonnées. Dès lors, les personnes qui gagnent des millions de francs par année contribuent (par obligation ou de bon cœur?) à verser des rentes décentes aux personnes les plus modestes.

8

L'AVS en bonne santé

Alors que certains l'accusent d'être moribonde, l'AVS ne se porte pas si mal. Après quelques années difficiles, elle a bouclé l'exercice 2021 par un bénéfice de plus de 2 milliards de francs. Pendant 40 ans, elle a pu éviter d'augmenter les cotisations qu'elle percevait. Actuellement, cette cotisation est de 8,7%, payée à part égale par les employés et les employeurs.

Qu'en sera-t-il dans quelques années, alors que le nombre des bénéficiaires sera toujours plus grand par rapport aux salariés? Le Conseil fédéral, les partis du centre et de droite, ainsi que les milieux patronaux, proposent de relever de 64 à 65 ans l'âge de la retraite des femmes, sous prétexte qu'il faut garantir l'égalité avec les hommes. C'est oublier que les femmes gagnent entre 15 et 20% de moins en moyenne et qu'elles accomplissent la majorité des tâches ménagères.

Avant de demander des sacrifices supplémentaires aux femmes, on pourrait réfléchir à d'autres ressources: taxe sur les robots (qui remplacent de plus en plus des travailleurs qui, eux, paient des cotisations), prélèvement de l'AVS sur les dividendes (ce sont des revenus comme les salaires), utilisation d'une partie du capital de la Banque Nationale Suisse.

Le 25 septembre, il faudra refuser AVS21, première étape pour introduire la retraite à 67 ans pour tout le monde. Et il ne faut pas croire les mensonges de ceux qui disent qu'un rejet d'AVS21 aurait pour conséquence de diminuer les rentes.

Les sondages d'opinion montrent malheureusement que les bénéficiaires d'une rente sont sensibles au chantage de ceux qui combattent la seule assurance ayant un caractère social.

Des bénéficiaires indécents

Parlons maintenant du deuxième pilier. Les caisses disposent d'un capital d'environ 1100 milliards de francs (oui, vous avez bien lu: 1'100'000 fois un million). Malgré cette fortune, elles n'indexent pas comme l'AVS les rentes au coût de la vie. Cela signifie qu'une forte inflation (et on y est malheureusement aujourd'hui) réduit considérablement le pouvoir d'achat des retraités.

La cotisation moyenne est d'environ 25% et elle n'a pas cessé d'augmenter contrairement à celle du premier pilier. Ce qu'il faut aussi savoir, c'est que le pourcentage prélevé sur les salaires est composé de deux éléments: l'épargne (pour payer les rentes) et les risques (décès, invalidité). C'est sur cette part que des banques ou des compagnies d'assurances font des profits énormes qui se chiffrent en milliards de francs. On comprend mieux pourquoi ils ne tiennent pas à changer de système!

Certains partis politiques et les syndicats prônent une fusion entre le premier et le deuxième pilier, tout en garantissant aux retraités actuels leurs droits acquis. Il y a là une réflexion qui mériterait d'être faite. Un regret: il y a une trentaine d'années, le peuple suisse a refusé une initiative qui proposait de verser des rentes équivalant au 60% du dernier salaire.

Une crainte personnelle pour terminer ce bref article. Si le peuple suisse devait aujourd'hui se prononcer sur une assurance basée sur la solidarité, il n'est pas certain qu'il dirait oui. On l'a vu à propos des primes de l'assurance maladie. Quand on a les moyens de mettre beaucoup d'annonces et d'affiches et de faire peur aux électeurs en leur disant des mensonges, on est presque certain de gagner. Et la démocratie sera la grande perdante!

Rémy Cosandey

Pour défendre le service public

Satoko Kishimoto, 47 ans, vit depuis une dizaine d'années à Louvain en Belgique. Après une campagne presque exclusivement sur le Net, elle a été élue maire de Sugunami, un district de Tokyo comptant un demi million d'habitants. Son programme? La défense du service public, notamment la gestion de l'eau. Elle va prochainement déménager au Japon, laissant son mari et ses enfants en Belgique. Ceux qui ont voté pour elle ont été convaincus par ses promesses: moins de privatisations et davantage de participation citoyenne.

Le corps enseignant sous pression

Eclairage sur une profession que je connais bien, je la pratique depuis 25 ans, l'enseignement.

Comme dans tous les corps intermédiaires, quel que soit le secteur (public, privé, parapublic), la digitalisation met une pression supplémentaire sur les collaborateurs. D'autant plus que les finalités de l'action professionnelle sont souvent totalement schizophrènes: former les élèves mais en créant un échec scolaire massif, soigner mieux les patients en moins de temps et avec un encadrement plus restreint, assurer des spectacles de qualité avec de moins en moins de moyens.

Juin 2022. Une fin d'année scolaire bien chargée, comme les précédentes. Les surplus de travail en fin d'année scolaire ont toujours existé. Mais le recours intensif à des outils informatiques de plus en plus perfectionnés a permis d'institutionnaliser ce trop-plein en le rendant quasi-permanent, en comblant tous les trous qui pourraient apparaître dans l'emploi du temps du corps enseignant et qui donnent lieu à une compensation des vacances et des jours fériés par une augmentation de la charge de travail ordinaire tout au long de l'année.

Ne plus laisser d'interstices

En plus du contrôle continu de la part des directions d'école de l'avancée de certaines tâches, avec la remontée régulière auprès d'elles de documents administratifs et pédagogiques de plus en plus nombreux, tout est fait pour ne plus laisser d'interstices dans nos activités, avec même, suprême arnaque, l'injonction qui nous est faite de nous organiser en-dehors de l'horaire normal pour placer des suivis pédagogiques supplémentaires, comme tous les travaux personnels!

Je ne vois aucune perspective constructive à cette évolution, avec simplement des *burn-out* devenus de plus en plus courants dans la profession enseignante, des maladies plus fréquentes et des absences ponctuelles de plus en plus nombreuses.

Ite missa est

Personne, au niveau de la hiérarchie administrative, ne semble conscient des dangers potentiels et réels de cette mise sous pression permanente. Que faire pour améliorer les choses? Sans un mouvement syndical fort dans les services publics, la messe semble être dite.

Mais après des années d'un individualisme forcené, il semblerait que les jeunes générations de fonctionnaires soient sur le point de renouer avec des combats syndicaux de type collectif.

Les mirages médiatiques déballant l'immonde propagande sur le changement de monde opéré par la mise en place des réseaux digitaux se dissipent: notre vie quotidienne a en effet été bouleversée par le recours intensif à l'informatique dans tous les domaines de notre existence, mais la nature humaine est restée la même.

Retour de manivelle salvateur

Les ravages de la digitalisation étant devenus perceptibles pour chacune et chacun (sauf pour nos dirigeants politiques toujours en retard d'au moins une guerre), le moyen le plus efficace de s'y opposer est bien sûr l'action collective. Un retour de manivelle salvateur qui n'est pas encore assez marqué à mon goût. Il y aurait peut-être lieu que les anciens donnent un petit coup de main aux nouveaux, juste pour les aider à être efficaces plus rapidement, car la détérioration des conditions de travail dans la fonction publique intermédiaire nécessite une réaction rapide.

John Vuillaume

Hémorragies: les services publics se dépeuplent

Il suffit de jeter un œil sur les diverses publications récentes, médiatiques ou statistiques, pour s'apercevoir que, désormais, le service public est entré en «récession». Plus grand-chose ne semble vouloir motiver à entrer dans des professions qui, il n'y a pas si longtemps, faisaient largement appel à ce que l'on nommait alors «les vocations». Non que l'idéalisme ait disparu, mais la tâche paraît de plus en plus dure et compliquée, pour des salaires que l'on n'oserait pas proposer à un employé de commerce. Le statut des enseignants par exemple, comme ceux de nombreuses autres professions du service public, a perdu de son aura, de son prestige et... de son attrait salarial.

En 2021, en France, 1400 enseignants ont démissionné. Au Québec, en France, et chez nous, les autorités appellent les retraités à reprendre du service. Dans le canton de Vaud, le domaine de la santé occupe 77'700 emplois (2020), dont près de 20'000 dans les seuls hôpitaux publics. Mais on sait qu'elles et ils sont de plus en plus nombreux à ne pas reprendre le travail après un repos pourtant bien mérité, sans parler des *burn-out* qui ravagent les rangs des hôpitaux et des écoles. Devant cette hémorragie, on leur promet désormais une rétribution un peu plus digne. Trop difficilement, trop tard et trop chichement!

Commencerait-on à comprendre en haut lieu, que faire de l'argent, c'est bien, mais que c'est loin de suffire? Ce n'est encore qu'une très modeste prise de conscience, mais on voit ici et là, avec quelques lueurs d'espoir, de rares responsables politiques, la main sur le cœur, qui affectent de s'émouvoir. Ça ne suffira évidemment pas, mais c'est un début. Comme disait Churchill, ce n'est sans doute pas encore le commencement de la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement!

M. G.

Les défis de l'École publique

Il faut se rendre à l'évidence, l'École n'est plus ce qu'elle était. Une crise profonde s'est installée, avec d'autant plus de force que la pandémie est passée par là. Masquant les enseignants, une catastrophe psychique pour les élèves, physique pour les enseignants et anxiogène pour les parents. Au-delà de ce constat, la crise qui affecte le monde scolaire trouve ses origines probables dans les transformations de la société intervenues dès 1968, soit très largement avant la pandémie. Il n'y a pas lieu ici de dresser une carte historique, ni même d'en lister les conséquences sur l'institution scolaire comme sur l'ensemble des services publics.

Mais, tout de même, sous prétexte de chasser le paternalisme, la contestation généralisée de 1968 a remis en cause, parfois avec raison, les structures fondamentales des systèmes éducatifs, en particulier ceux que nous connaissons en Suisse romande et en France, notre grande voisine. Ces remises en question ont abouti à de nombreuses «réformes» pédagogiques, toujours présentées comme «facilitant l'assimilation du savoir» par l'enfant, devenu entre temps l'enfant-roi. Nombre d'enseignants se sont vus comme des pédagogues désireux de graver dans le marbre leurs contributions pédagogiques en «révolutionnant» avec une assiduité peu commune les méthodes d'enseignement de ceci ou de cela. On le sait, l'enfer est pavé de bonnes intentions, et tous ces «spécialistes» de la pédagogie ont probablement pensé bien faire, sans compter que ça peut mettre pas mal de beurre dans les épinards.

10

Effets indésirables

Seulement voilà, l'effet indésirable de cette réformite aiguë a été, et est toujours, l'écart qui se creuse entre parents et enfants. Les élèves *baby-boomers* de jadis apprenaient, *mutatis mutandis*, selon des méthodes identifiables par leurs parents. Et s'il faut reconnaître qu'à certains égards, les nouvelles méthodes ont apporté quelques améliorations, elles ont relégué les parents loin de leurs enfants. Peu à peu, le rôle des géniteurs s'est réduit – ne pouvant plus accompagner leurs enfants lors de devoirs à la maison, par exemple – à soutenir leurs rejetons «contre» l'école, «contre» les enseignants, au point d'ailleurs de dénoncer et parfois même de vouloir «licencier» les profs qui oseraient mal noter leurs petits chéris.

Il fut un temps où c'était l'inverse, les parents «grondaient» leurs enfants lorsqu'ils ramenaient de mauvaises notes de l'école. Aujourd'hui, ce sont les profs qui sont «grondés» par leurs hiérarchies et fustigés par les parents, voire par les élèves eux-mêmes. Au point qu'il est sérieusement question de noter les profs plutôt que les élèves et de plus, il faut que tous les petits chérubins deviennent des «Einstein», sans quoi on voue aux gémonies l'école, les profs et toute l'institution scolaire publique avec. Résultat, les parents aisés inscrivent leurs rejetons dans des institutions privées largement plus «compréhensives». En

quelque sorte, une manière sournoise de privatiser les bénéfiques et d'étatiser les déficits. Manière aussi d'établir un «classement» des établissements scolaires publics entre eux, ce qui permet de faire une sélection qui ne dit pas son nom et finit par discriminer certaines écoles. En règle générale, plus elles sont situées dans des quartiers excentrés, moins elles sont «performantes» à l'aune de ces classements biaisés. L'école publique devrait être partout la même, mais la sociologie urbaine en a décidé autrement. En conséquence, les profs expérimentés gardent les postes dans les «bons» collèges et les petits jeunes qui arrivent se voient placés en face d'élèves rétifs pour ne pas dire plus. Ils quittent alors la profession, souvent ivres de découragement et parfois au bord de la crise de nerfs, si pas plus. Quant aux professeurs plus expérimentés, ils sont accusés des pires travers par les parents qui ne supportent pas que leurs petits chéris ne soient pas en classe les reines et rois qu'ils sont à la maison. Certains de ces profs, on le sait, quittent l'école à quelques encablures de leurs retraites pourtant bien méritées.

Ah, vous trouvez l'enseignement et l'école trop chers?

Essayez donc l'ignorance!

Au début, on économise, mais alors après...

Le creuset de la démocratie

La réalité oblige à constater qu'il faudrait investir beaucoup plus qu'on ne le fait dans le système scolaire. Il conviendrait de réduire le nombre d'élèves par classe, et parce que chaque élève est un futur citoyen, il serait bon de considérer que l'école est le creuset de la démocratie. L'École n'est pas un quelconque service de l'Etat! Un peu moins de réformes dites pédagogiques et beaucoup plus de continuité et de stabilité. Pour les examens, les élèves des écoles privées devraient être jugés par des commissions mixtes publiques-privées pour garantir une véritable équité des diplômes. L'école publique n'a pas pour but de faire des économies, elle a pour but de distiller le savoir, d'éveiller la curiosité, d'enseigner le passé pour appréhender l'avenir et préparer les hommes et les femmes à sauvegarder, entretenir et perpétuer la démocratie. L'école n'est pas là pour éduquer, c'est le rôle des parents. Pourtant, là encore, notre société s'est transformée au point que les parents doivent travailler tous deux à temps plein pour payer des places en crèches au lieu d'aider leurs enfants à faire leurs devoirs à domicile.

La place de l'École a changé, et à moins d'un sursaut de conscience, on peut douter que la société néolibérale qui nous est imposée revienne à plus de sagesse. La conséquence est inévitable, l'école aura une part de plus en plus grande dans l'éducation. La réforme qui reste à faire consiste à ré-éduquer... les adultes. Mais ça, c'est à la société de le faire. Sans quoi, nous n'aurons plus d'école publique, il n'y aura plus d'égalité, ni de liberté, quant à la fraternité...?

Marc Gabriel

Evolution, changement, adaptation, éducation

Actuellement, quand on parle d'éducation, on entend et on lit toutes sortes de théories. Chacun a LA vérité et la défend. Rapidement l'Ecole se retrouve «sur le grill». Elle est censée tout faire dans ce domaine. On confond instruction et éducation. Au départ l'école était là pour transmettre des connaissances, des savoir-faire, et un peu éduquer. Maintenant, dans la pratique, c'est fréquemment l'inverse. J'ai pu l'observer en tant qu'enseignante durant plus de quarante ans. Par ailleurs on assiste à une dévalorisation de ce métier et à une survalorisation du rôle de parent aimant, celui qui pense seulement au bien-être, à l'épanouissement de son enfant, au lieu de l'aider en plus à devenir un adulte respecté dans la société, car respectant autrui dès son plus jeune âge. A commencer par ses propres parents. Puis ses maîtres, ses maîtresses et ses formateurs.

De bonnes habitudes apprises dans notre jeunesse perdurent la vie entière. Elles sont indispensables pour développer des relations harmonieuses avec tous ceux que nous côtoyons dans notre existence. Pour les éducateurs la tâche est rude. Poser un cadre demande de la constance et de la motivation. Les enfants d'autrefois sont-ils si différents de ceux d'aujourd'hui? Où se situe le vrai changement? Quand a-t-il commencé?

*Les maîtres d'école
sont des jardiniers en intelligence humaine.*
Victor Hugo

Naïvement j'ai cru que mon rôle professionnel se limiterait avant tout à transmettre du savoir, avec en permanence la collaboration des parents des élèves. Généralement et longtemps ce fut le cas. De nombreux enfants qui m'étaient confiés étaient suivis à la maison, encouragés à avoir une attitude correcte en classe et à considérer les autres. Ils disaient spontanément bonjour en arrivant, au revoir en partant, ne coupaient pas la parole à celui ou celle qui parlait. Ils faisaient leurs leçons, apprenaient ce qui devait l'être, avaient le souci d'avoir de l'ordre et du soin pour leurs affaires et celles des autres, écrivaient proprement, se conformaient aux consignes et aux règles de vie.

Restaurer l'envie d'apprendre

Les choses ont peu à peu changé. Pas d'un coup, non, mais à doses homéopathiques. Et les problèmes de discipline sont devenus plus importants, prenant du temps sur l'enseignement lui-même. Affaires oubliées, relations tendues entre enfants, insolence, non-respect de consignes, agitation dès l'arrivée, etc. Au lieu de commencer le travail sereinement, il fallait apaiser les troupes, créer un climat permettant l'écoute, la concentration et l'envie d'apprendre. Les élèves-spectateurs souffraient malgré eux et intégraient rapidement le mot «attendre». Ils devaient entendre des remontrances qui ne leur étaient pas

destinées, être ébranlés par les comportements de certains camarades. Souvent je me disais que ce n'était pas juste pour eux, qu'ils avaient le droit de vivre leurs heures d'école dans une meilleure atmosphère. Mais pourquoi en est-on arrivés là? Les générations changent. La population aussi. Une classe est un mini-reflet de la société, toujours plus diversifiée, avec des valeurs variables selon les milieux, les cultures, les problèmes familiaux. On ne vit plus comme il y a quarante ans. Dans certaines familles les parents sont surchargés de soucis professionnels, relationnels, intergénérationnels, et j'en passe.

Grave erreur!

Les enfants concernés se débrouillent comme ils peuvent avec ça. En même temps ils acquièrent un grand pouvoir. Ils n'ont plus «peur» des adultes. C'est un bien, car autrefois les gamins devaient obéir sans revendiquer ni s'exprimer. Mais il ne faut pas pour autant en laisser quelques-uns devenir de «petites terreur». L'enfant-roi est né. Certains parents-copains aussi, acceptant que leur progéniture les appelle par leur prénom. Comme s'ils allaient se rapprocher de leurs enfants en se mettant sur le même plan que les copains de classe ou de jeu. Grave erreur. Pour l'avoir expérimenté, les «têtes blondes» recherchent les limites qui vont leur permettre de se construire. Nul besoin de dureté ou d'intransigeance. Appliquer l'adage: «Fermeté dans un gant de velours». Aimer ne veut pas dire tout accepter. Les enfants sont tout à fait capables de le comprendre. Même, cela les rassure.

11

Quand on s'intéresse à leurs loisirs, on réalise que bien des agendas enfantins sont aussi remplis que ceux des adultes: leçons de musique+entraînements de sport+cours de ceci ou de cela+nombreuses heures devant la télévision, les tablettes, les ordinateurs, les téléphones. Ce qui engendre passablement de stress, de fatigue physique et psychique, annihilant les plages pour rêver, s'amuser en créant, s'ennuyer, se reposer... et apprendre. Lire un livre? De quoi parle-t-on? Ah, peut-être une bande dessinée, c'est déjà ça.

*Ouvrez des écoles,
vous fermerez des prisons.*
Victor Hugo

L'Ecole essaie alors de compenser ce qu'elle peut. Grappiller ces moments bénis où dans le calme retrouvé l'enfant redevient un enfant et a les conditions pour être instruit. Mais les enseignants aux longues carrières deviennent rares, hélas... Durant des générations on considérait cette profession comme «le plus beau métier du monde». Je pense qu'on peut toujours le ranger dans cette catégorie, malgré tout! C'est du moins ce qui explique pourquoi je me suis levée chaque matin avec l'envie de retrouver ma classe.

Béatrice Dufey Corbaz

Remettre les pendules à l'heure

Horloge ! dieu sinistre, effrayant, impassible...

Charles Baudelaire

Les années se comptent désormais pour moi en semestres. Le temps se scande par laps de six mois, qui ne sont plus ceux qui ont séparé la mort de ma mère et la mort de mon père, mais ceux qui séparent les plages de vacances scolaires du relâche suivant. Dans l'entre-deux, je retrouve mes ouailles, et les tra-casseries sans fin que réserve à qui l'affronte une administration minée par les répercussions d'une pandémie qui lui sied comme un gant.

Kyrillos, l'un de mes élèves, n'aime pas que les horloges se dérèglent. Dans la salle de classe où je lui enseigne une autre langue que sa langue maternelle, l'heure d'hiver n'est jamais advenue. De plus, l'horloge retarde (ou avance, ma mémoire me trahit) d'une poignée de minutes. Bref, le cadran mural exhibe une heure qui n'a rien à voir avec l'heure qu'il est.

Kyrillos souhaiterait que le temps passe dans le «pavillon» où il perfectionne son français comme il passe dans le bâtiment central où il apprend la théorie des probabilités ou découvre les merveilles d'une conception revisitée de la génétique: dans cette vision des choses, l'espèce humaine désormais se perpétue sans l'assistance du chromosome Y, produit artificiellement à partir du seul et unique chromosome X. L'ARN messenger n'est en effet pas qu'une vue de l'esprit ou le nom d'un vaccin contre le coronavirus...

La veille de Noël, Kyrillos en ayant esquissé le vœu, mue par une impulsion qui me fait prendre le taureau par les cornes, je monte sur une chaise et me saisis du cadran pour le ramener sur la terre ferme. Le sort en est jeté. Et le débat lancé: qui, de Kyrillos ou de son camarade Malik, remettra les aiguilles de l'horloge à l'heure exacte?

Kyrillos fait le premier pas. Tous ses camarades et moi-même, nous avons les yeux rivés sur la manipulation qui devrait arraisonner la récalcitrante machine... Et alors, *abracadabra*, voici que les aiguilles entrent dans la ronde rapide et effrayante d'une rotation qui ne s'arrête plus, mais entraîne, dans le sillage de l'aiguille des heures et de l'aiguille des minutes, devenues folles, – avançant à marche forcée vers l'horizon d'un temps qui s'accélère sans que personne ne puisse le retenir ni même songer à en jouir, épuisant notre espérance de vie à tous –, l'hilarité générale. Partagée entre la vague honte d'avoir laissé nuire au matériel mis à la disposition de ses usagers par le département de l'Instruction publique, et l'admiration que suscite en moi cette métaphore qui se réalise sous nos yeux, déployant sa pleine puissance en temps réel et dans un lieu qui la *restreint*, je perds mon aplomb habituel et me joins au tumulte qui a gagné

tous les rangs, comme une déferlante de joie ou un hymne à la vie qu'on retrouve... Cela fait près de deux ans que nous vivons sous cloche, le masque sur le nez, hurlant pour nous faire entendre, le souffle court, glacés toutes les demi-heures par l'air froid auquel le fonctionnaire vigilant doit donner le passage pour «aérer», c'est-à-dire chasser le virus accumulé dans l'atmosphère, provoquant les cris d'orfraie des demoiselles qui persistent à venir en classe dans des tenues affriolantes, mais peu compatibles avec le rôle de protection premier du vêtement, et les grognements bon enfant de leurs homologues masculins, qui préfèrent considérer qu'un virus ne saurait les terrasser... Mais toutes les formules magiques du monde, en boustrophédon ou non, se révéleront impuissantes.

Kyrillos renonce. Il cède à Malik le privilège de jouer du tour-nevis à même le cadran rebelle. En effet, Malik a affirmé haut et fort que rien ne saurait résister à l'ingéniosité dont il se dit bardé. Aucune machine à montrer le temps ne lui a jamais résisté. Malik s'empare de l'objet. Il l'éventre, devant les regards ébahis de l'assistance.

Infatigables, l'aiguille des minutes, et celle des heures, ont continué leur folle course, paraissant même, s'il est possible, avoir accru leur allure. Malik est interdit. Il bafouille: « Mes travaux ne peuvent rien contre une horloge pilotée par signal radio!» Et, penaud, il montre, à même le cadran, le symbole digital, jusque-là illisible, qui a surgi sous nos yeux, et qui grève toutes nos tentatives de nullité. Totalement insensible à la dimension de scandale qu'une telle interjection suscite, depuis que le diable a décidé de se draper dans les protestations vertueuses, et donc immanquablement hypocrites, d'antiracisme, Kyrillos, qui ne peut que s'inclure dans le nombre, s'exclame: «Ah, ces Arabes!»

* * *

Les choses ont repris leur cours ordinaire. Nous avons dû constater que l'horloge avait été remise en place et l'heure rétablie, par signal radio sans doute, après la trêve des confiseurs. Mes questions empressées, nécessairement allusives, sur l'identité du lanceur d'alerte et du réparateur, sont restées sans réponse. Je dois me résoudre à l'évidence. Il était écrit qu'une bonne âme remettrait les pendules à l'heure... Le lecteur me permettra de douter qu'elle irradiât dans la personne de ce doyen qui naguère renvoya à la maison, pour *s'y laver les cheveux* et y pratiquer la méditation (le cours de philosophie était hélas perdu), la jeune fille que son compagnon persécutait jusque dans l'enceinte de l'école, en y déléguant quelques complices *extérieurs*, qui l'avaient aspergée d'œufs jetés sur le crâne, bien avant (ou après) la fête de l'Escalade...

Valérie Golovine, le 14 juillet 2022.

Et... toujours la guerre

Une guerre par procuration

On n'en sortira pas. Une fois de plus, comme dans toute la presse depuis le 14 février, dans 24 Heures de ce jour (28 juin), Christian Dussey, directeur du renseignement de la Confédération oublie que les Américains sont en guerre en Europe par procuration. Il répète qu'il n'y a plus eu de guerre sur le continent européen depuis la fin de la dernière guerre mondiale.

Or une guerre terrible a ensanglanté la Yougoslavie de 1991 à 2001. De plus, le 24 mars 1999 les Américains, au nom de l'OTAN, sans décision de l'ONU, ont bombardé la Serbie et en particulier Belgrade, faisant des milliers de morts. Ils ont détaché le Kosovo (pas le Donbass) de la Serbie qui ne voulait pas s'abriter sous les ailes belliqueuses de l'oncle Sam. De Gaulle, un Européen qui tenait à la souveraineté de son pays, avait fait de même.

Tout le monde ferme les yeux sur les responsabilités terribles des Américains dans la guerre Russie-Ukraine qui fait rage presque à nos frontières. Les influences culturelles, économiques et militaires poussent les médias à ignorer les agissements de la superpuissance américaine. Elle appelle cela une «*proxy war*» qui conduit les Etats européens et maintenant en particulier l'Ukraine, à défendre des intérêts qui ne sont pas les leurs. Les USA engagent 40 milliards de \$ dans ce conflit.

Pour illustrer cette caricature de la réalité, je rappelle ici le cynisme du colonel Richard Black, ancien délégué auprès de l'OTAN, représentant de l'Etat de Virginie, interviewé par Mike Billington: «Je ne crois pas que l'Ukraine ait quoi que ce soit à faire avec la décision de guerre ou de paix. Je pense que la décision est prise à Washington. Aussi longtemps que nous souhaitons que cette guerre continue, nous supporterons cette guerre, utilisant les Ukrainiens comme intermédiaires, et nous la mènerons jusqu'à la vie du dernier Ukrainien».

Beaucoup de personnalités américaines, sans être aussi cyniques, disent la même chose, le professeur Mearsheimer de l'Université de Chicago souligne la politique de provocation délibérée des Etats-Unis depuis la fin de la guerre froide. Christopher Caldwell, éditorialiste du New York Times: «La guerre en Ukraine pourrait être impossible à arrêter. Et les Etats-Unis sont les principaux à blâmer». L'ancien conseiller du président Carter, Brzezinski a expliqué cette politique, il y a déjà 20 ans dans son livre «Le grand échiquier». Toutes ces pressions, cette guerre larvée, personne n'ose la dénoncer. Pourquoi?

Fera-t-on un jour le décompte des guerres menées au Vietnam, au Chili, en Afghanistan, en Iran, à Cuba, au Venezuela (blocus), en Irak, en Serbie – souvent au nom de l'OTAN – au profit des requins du complexe militaro-industriel états-uniens sous prétexte d'établir la démocratie, et souvent en collaboration avec des dictateurs. Fera-t-on le compte des souffrances, des morts, des estropiés, des destructions comme en Ukraine. Cette superpuissance est une véritable malédiction pour l'humanité des 20^e et 21^e siècles.

Pierre Aguet
Ancien conseiller national

L'Air d'ici

Le mur du son

Ce qu'on ne nous dit pas, c'est que l'achat du F-35 est O-BLI-GA-TOIRE! Pourquoi? Parce que les systèmes antiaériens que notre armée possède déjà sont américains et s'accordent avec des avions américains, comme le F-35.

Dire que nous avons été induits en erreur n'aurait rien d'exagéré. Restons beaux joueurs et allons expliquer à nos amis voisins que nous voulons trouver un accord commercial avec l'Europe. Accord dans lequel nous ne voulons que les avantages de l'appartenance (accès au marché européen pour nos PME exportatrices), mais pas les inconvénients. Ou si vous préférez, la Suisse veut bien vendre ses produits en Europe mais pas en acheter. Ce privilège est réservé aux USA. Car, voyez-vous, nos deux grandes banques doivent continuer leur *business* là-bas, vu qu'elles y gagnent plus de *sous* qu'ici.

Ça s'appelle vouloir le beurre, l'argent du beurre et quelques relations plus ou moins intimes avec la fille du crémier. Il semblait pourtant que nous étions neutres... Bien sûr, mais nous voulons assurer, (quand même un petit peu à l'abri du parapluie de l'OTAN) la défense aérienne de notre pays.

Sans revenir sur la démonstration de l'absurdité de cet achat, faite en son temps par le désormais ex-conseiller national Daniel Brélaz¹, il faut bien voir que cette volonté d'acheter américain, au détriment de l'Europe est une erreur tactique, politique et probablement aussi, commerciale. Et si l'on en croit Daniel Brélaz, l'achat de chasseurs supersoniques est absurde en soi (temps de chauffe, accès à l'espace aérien, temps de traversée du ciel helvétique, etc.). Nous ferions mieux d'acheter des systèmes anti-aériens et antimissiles plutôt que des chasseurs. Certes, il nous faut des avions pour la police aérienne, mais a-t-on besoin d'un chasseur aussi sophistiqué pour cette tâche?

Après ça, comment voulez-vous que les Européens acceptent nos exigences? Heureusement, le tsar Poutine est venu au secours du F-35 et de la droite qui se lâche et réclame des sous, beaucoup de sous pour renforcer notre armée, au cas où il prendrait à Vlad, l'envie de mettre la main sur nos Alpes.

Bonne chance à nos diplomates. Pour une sonnerie, c'est une belle sonnerie. Quant à nous, il ne nous reste que le vague sentiment de nous être fait manger le *röstigraben* sur le dos.

M. G



© Le pilote suisse - 3 octobre 2017

L'un des deux FA-18 Hornet affectés à la police aérienne suisse. Le réservoir sous le F/A-18 affiche l'indication "STBY 121.50" (fréquence de secours internationale), indiquant au pilote de l'avion intercepté qu'il doit se mettre sur cette fréquence et attendre les instructions qui lui seront données. Basés à Payerne, les pilotes de ces deux avions ont 15 minutes pour décoller en cas d'alerte. Autrement dit, l'avion fautif aura déjà quitté l'espace aérien suisse, à moins qu'il ne s'agisse d'un petit coucou civil.

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=g1CtonB6nUU>

Errare Essorum est!

Pour une raison inexplicable, mais sûrement explicable, un paragraphe de l'article Couleur de l'ignorance d'Emilie Salamin-Amar a disparu de la page 7 du N°3 (avril 2022). Le voici, avec nos plus plates excuses à Emilie.

J'en viens à ce que l'on appelle l'écriture inclusive qui est une pure hérésie, une offense, une insulte à la langue française, une déviance du langage qui tend à la confusion. En quelque sorte, c'est l'art et la manière de dissuader les gens de lire. C'est une barrière, que dis-je, un handicap à la compréhension d'un texte, d'un discours. Car ce n'est pas le fait de rajouter des «e», des «euse», ou je ne sais quelle terminaison dite féminine, farfelue, qui va changer le cours des choses. Illusion que tout ce fatras de confusions des genres. La langue française a des règles, qu'on le veuille ou non. Et si celles-ci ne vous conviennent pas, plutôt que de vouloir la transformer à coups de bégaiements, inventez-vous une nouvelle langue, ou adoptez-en une autre qui vous conviendrait. Pour exemple, les femmes du district de Jiangyong dans la province du Hunan en Chine ont inventé le nüshu, sorte de chinois simplifié. Il s'agit d'un système d'écriture exclusivement utilisé par les femmes. En fait, il ne s'agit pas d'une langue à proprement parler, mais d'un syllabaire de sept cents graphèmes environ, certains librement inspirés des caractères chinois habituels et bien d'autres inventés par les unes et les autres au fil du temps. Les caractères nüshu sont composés de quatre éléments: des points, des traits droits, des traits obliques et des arcs. A vos pinceaux, Mesdames, soyez créatives!

Emilie Salamin-Amar

La vie selon Pierre Desproges

«Toute la vie est affaire de choix.
Cela commence par: la tétine ou le téton?
Et cela s'achève par: Le chêne ou le sapin?»

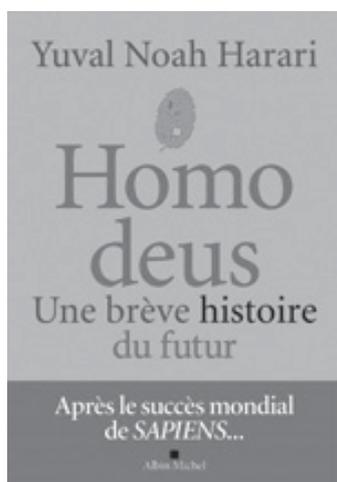
«A part la droite, il n'y a rien au monde que je méprise autant que la gauche».

«La recherche a besoin d'argent dans deux domaines prioritaires: le cancer et les missiles antimissiles. Pour les missiles antimissiles, il y a les impôts. Pour le cancer, on fait la quête.»

«Et puis quoi, qu'importe la culture? Quand il a écrit Hamlet, Molière avait-il lu Rostand? Non.»

Homo deus

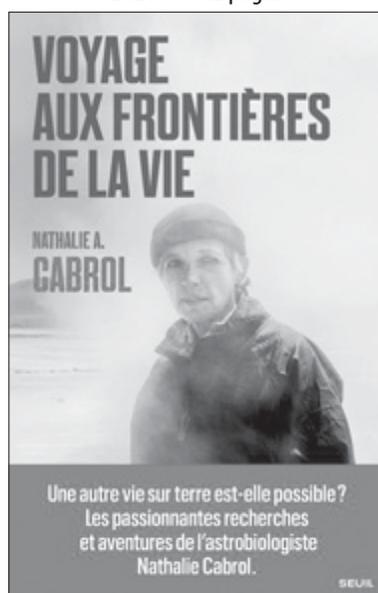
Yuval Noah Harari Albin Michel
2017 (pour la trad. française) • 460 pages



L'auteur était déjà responsable de *Sapiens, Une brève histoire de l'humanité*, il récidive avec cette fois une interrogation essentielle au sujet de l'avenir de l'humanité. Un formidable travail de recherche et une projection vertigineuse vers un avenir où homo sapiens risque de perdre son autonomie. A lire absolument si l'on veut comprendre un tant soit peu les défis qui nous attendent!

Voyage aux frontières de la vie

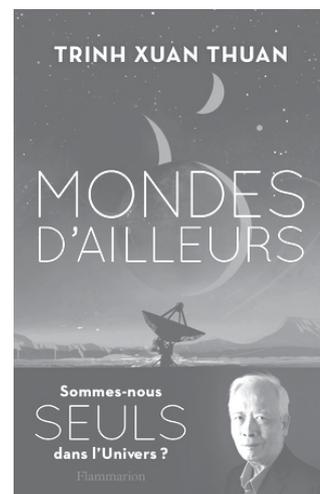
Nathalie A. Cabrol Seuil
2021 412 pages



L'Auteure, une scientifique astronome de haut vol, dirige le Centre de recherches Carl Sagan de l'Institut SETI. Ce livre est renversant, au sens propre du terme, puisque c'est ici, sur Terre, qu'elle recherche les conditions de vie possibles ailleurs dans l'Univers. Passionnant, bousculant et ...révélateur.

Mondes d'ailleurs

Trinh Xuan Thuan Flammarion
2021 540 pages



Encore un autre voyage dans notre Univers, et une échappée extraordinaire vers les possibles autres mondes, une aventure palpitante, pour ne pas dire ébouriffante. C'est qu'il s'agit ici de construire une humanité assez large d'esprit pour accueillir... d'autres mondes. Une affaire de dignité en somme. Et de communication, bien sûr. Reste que si nous sommes encore seuls, c'est momentané.

D'un siècle l'autre

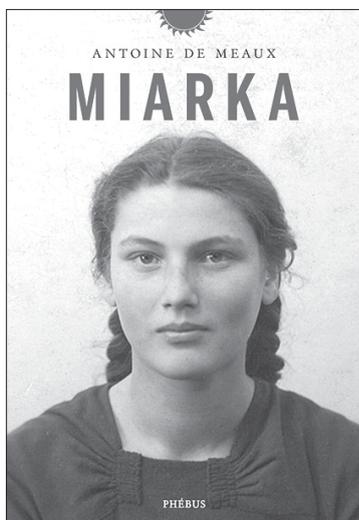
Régis Debray Gallimard
2020 300 pages



A 80 ans, l'écrivain et philosophe Régis Debray ouvre ici une page généreuse, lucide et courageuse. Après avoir, comme on le sait, connu plusieurs paysages politiques à travers la planète, Régis Debray regarde un monde devenu global. Pourtant, ça instille plein d'espoir, ce n'est pas nostalgique et si vous êtes assez curieux, vous aimerez forcément lire la «carte» de notre époque... bousculée.

Miarka

Antoine de Meaux Phébus
2020 256 pages



Elle a dix-neuf ans, son nom de guerre: Miarka. Elle entre en résistance. Arrêtée, torturée, elle ne parle pas. Déportée dans les camps de la mort, elle en revient. Elle, c'est Denise, née Jacob, la grande sœur de Simone, devenue plus tard Simone Weil. Une femme discrète et une figure peu connue. Une histoire aussi vraie que bouleversante, un courage exceptionnel, de quoi rendre un peu de foi en l'humain. Quelle famille!

SLIXS

• *Quer Bach 2* •

Hey!classics • 2018

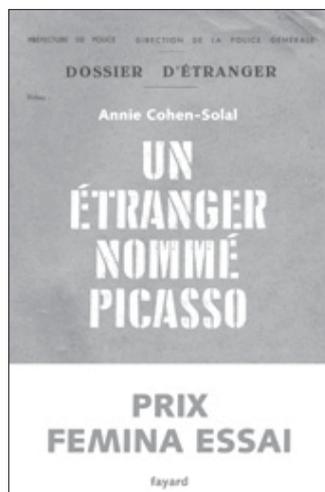


Absolument fou, une musique exclusivement instrumentale, *a cappella*. Tout ici est chanté, le son de chaque instrument donne naissance à un vocabulaire phonique incroyablement riche et inventif. C'est une expérience auditive incomparable. Pour peu que l'on aime la musique de Bach, on se délectera.

**ACHETEZ OU COMMANDEZ
VOS LIVRES DANS VOTRE
LIBRAIRIE DE QUARTIER!
&
VOS DISQUES ET CD CHEZ
VOTRE DISQUAIRE!**

Un étranger nommé Picasso

Annie Cohen Solal Fayard
2021 728 pages

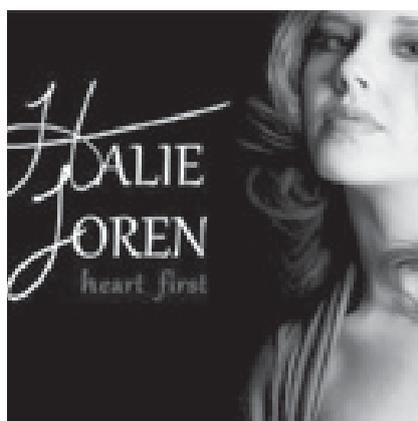


Une étrange affaire, vraie et éclairante. Comment la police établit au début du XX^e siècle une fiche d'identité, comment Picasso est perçu comme un dangereux anarchiste, pourquoi ses tableaux sont absents de toutes manifestations culturelles publiques pendant près de 50 ans? Une enquête passionnante qui dépasse de très loin le cas «Picasso» et qui éclaire les... frilosités étatiques. L'artiste a provoqué de nombreux et parfois houleux débats, mais si son génie est incontestable, sa personne, elle, n'a pas suscité qu'admiration. Cet ouvrage monumental regorge d'informations surprenantes et révélatrices d'une époque que l'on espère révolue.

Halie Loren

• *Heart First* •

Justin Time / JVC Kenwood Victor • 2012

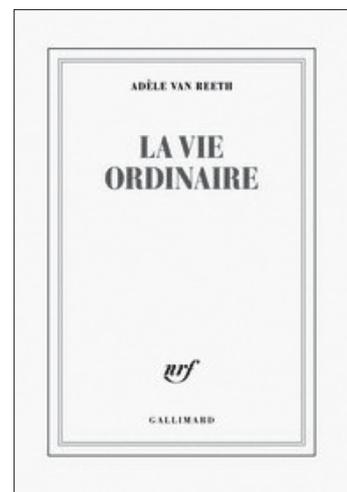


La dame enregistre ses disques dans un petit studio à Eugene (Oregon), avec des musiciens de jazz qui ont visiblement compris ce qu'est le «*sweet jazz*». C'est doux, enchanteur et complètement relaxant. Pour un peu, on imagine une plage et une boisson tropicales et la musique qui va avec. La douceur est invincible, paraît-il. On confirme...

Les notes de ces 2 pages ont été rédigées par M.G.

La vie ordinaire

Adèle van Reeth Gallimard
2020 192 pages

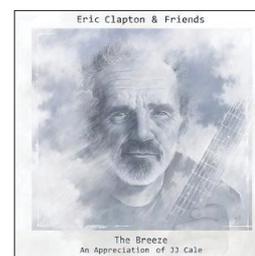


Elle a animé pendant plus de dix ans *les Chemins de la philosophie* sur France Culture, tous les matins à 10 h. Appelée à d'autres fonctions au sein de Radio France, Adèle van Reeth quitte l'antenne et laisse de nombreux auditeurs dans l'attente de la suite de cette émission quotidienne dédiée à la philosophie. Il y a eu des moments formidables dans cette tranche horaire à nulle autre pareille. C'est l'occasion de lire ce petit livre, qui raconte... la vie ordinaire, celle où un enfant naît, celle où l'on croit que la «tranquillité» est de mise, mais... ce n'est pas si vrai que ça.

Eric Clapton and Friends

• *The Breeze* •

Surfdogs • 2014



J. J. Cale, le magicien du rock mélodique, nous a quittés en 2013. Mais il survit dans les oreilles des connaisseurs. Son ami Eric Clapton lui rend ici un hommage appuyé en convoquant une pléiade de pointures de la scène rock. Tom Petty, Mark Knopfler, John Mayer, Willie Nelson, etc. A se mettre entre les oreilles pour se souvenir de J. J. Cale.

**SOUTENEZ L'ESSOR!
Compte postal:
Journal l'Essor, 12-2620-0**

Electron libre ou vert?

La Romande Energie nous informe que lorsque l'on souscrit à une offre en énergie renouvelable, dite verte, celle-ci ne serait pas tout à fait verte! Eh oui, l'électron étant libre par essence, il se mélange aux autres provenant de centrales nucléaires, de barrages hydrauliques ou d'éoliennes. Mais alors, pourquoi payer pour des énergies vertes? Comme tout marché, l'énergie dépend de l'offre et de la demande. Payer pour une énergie labellisée renouvelable n'est donc pas inutile, bien au contraire, car votre choix influence la demande en énergies issues de sources renouvelables.

Emilie Salamin-Amar

Formation en détention

Le 30 juin dernier, à la prison de la Tuillière, quatre femmes ont reçu leur diplôme professionnel obtenu en détention. Un petit carnet rouge à croix blanche contenant l'attestation fédérale de formation professionnelle, avec la mention: «employeur, prison de la Tuillière», leur est remis au cours d'une cérémonie dans l'établissement. Derrière cette mention se cache la conquête d'un savoir-faire reconnu, premier jalon de confiance dans un parcours chaotique. «Aujourd'hui, dit l'une d'elle, je suis capable de cuisiner pour 80 personnes, seule, en un après-midi. J'ai tout appris, les bases, les techniques, les termes, ce papier prouve que je peux y arriver.»

D'après 24 Heures du 1^{er} juillet 2022

modérée provoquant un léger essoufflement, 150 minutes par semaine, l'on voit diminuer les risques de maladies cardiovasculaires, de diabète, de dépression et même de certains cancers. En proposant des balades guidées par Pierre Courajoud, Unisanté vise aussi la plus-value culturelle et la motivation par le groupe. Dix-sept balades de huit à onze km, éparpillées à travers le canton de Vaud, sont proposées ainsi chaque année.

D'après *Allez savoir*, No 80, mai 2022

Le Sénégal et l'érosion côtière

La côte Atlantique du Sénégal connaît une forte érosion. On estime que 65% de la frange littorale est frappée par ce phénomène aux conséquences très concrètes pour la population. En Afrique de l'Ouest, deux programmes de gestion des littoraux sont en cours. Au Sénégal, un projet mené entre 2011 et 2015 a permis de constituer un système d'information géographique des zones côtières et de dresser un inventaire des cadres juridiques et institutionnels concernés par la gestion intégrée. Financé par l'Union européenne, il a contribué à sensibiliser les différents acteurs locaux sur les bonnes pratiques en milieu côtier. Plusieurs centaines d'hectares de filao et de mangroves ont été plantés sur toute la côte. De nombreuses initiatives citoyennes de reboisement sont aussi à l'œuvre, le défi pour le Sénégal étant de bien coordonner tous les acteurs impliqués.

Le Printemps des femmes en Bolivie

Une nouvelle culture de non-violence est née! L'Assemblée législative de Cochabamba vient d'adopter la «Loi des Bons Traitements» proposée par Voix libres, une ONG suisse œuvrant en Colombie. Nous avons su créer une démocratie participative où les femmes les plus maltraitées sont devenues les spécialistes des solutions contre la violence. Nous bâtissons aujourd'hui la «Cité de la bonté». Nous

avons démontré notre capacité à gouverner avec des solutions concrètes, transparentes... et beaucoup d'amour... Ainsi s'expriment Mercedes Cortes, enfant de Voix Libres, devenue Avocate générale et les responsables du Cercle de développement national.

Pour en savoir plus, faites connaissance avec l'ONG Voix Libres, www.voixlibres.org, Rue des Grottes 28, 1201 Genève

Lumières des origines

Le 12 juillet dernier, l'humanité a découvert avec émotion les premières lumières captées par le télescope spatial James E. Webb (JWST). C'est le fruit de la collaboration des agences spatiales du Canada, de la NASA et de l'ESA (European Space Agency) à laquelle la Suisse a apporté son savoir-faire, sa haute technologie et surtout ses astrophysiciens nobélisés, Michel Mayor et Didier Queloz. Une image montre, dans un étroit champ angulaire, plus d'un milliard de galaxies. Mais surtout, on y voit des galaxies sises à plus de 13 milliards d'années lumière. Certaines sont si lointaines que le cliché restitue les effets de lentilles gravitationnelles qui en déforment l'aspect. Autrement dit, c'est en quelque sorte la lumière primordiale, ou presque, que l'on voit. Les prochaines années vont être riches de découvertes pour la compréhension de notre Univers et de son origine. La recherche de la vie ailleurs dans l'Univers ne fait que commencer!



© NASA, ESA, CSA, and STScI

Sauf mention contraire, ces bonnes nouvelles ont été débusquées et rassemblées par Yvette Humbert-Fink

16

Unisanté met le public en marche...

Depuis 2019, Unisanté (Centre universitaire de médecine générale et santé publique) s'efforce de faire bouger les gens grâce au mouvement le plus inné et le plus accessible: la marche. L'immersion dans un environnement naturel, comme les bains de forêt, a un impact bénéfique sur la santé physique et mentale. Et pour peu que l'on augmente la cadence, avec une marche à intensité

Prochain numéro de L'Essor, (N° 5/2022, mi-octobre, Forum: LIBRE,

La formule de consacrer trois fois par année un forum libre dans L'Essor est une réussite car elle permet à nos lecteurs d'aborder des sujets différents et d'exprimer leurs convictions ou leurs expériences. Pour le numéro d'octobre, nous parlerons de l'exposition «Les enfants du placard» avec le témoignage d'une personne qui a vécu cette situation. Nous donnerons la parole à une personne qui exprimera ses sentiments face à la mort de proches. Nous parlerons aussi de l'augmentation du coût de la vie et de la flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation qui permet à des fournisseurs et à des entreprises de s'en mettre plein les poches. Pour certains, la guerre en Ukraine est une justification simpliste et fautive.

Mais il reste de la place et les contributions de nos lecteurs sont les bienvenues. Rappelons que les articles doivent faire au maximum 2500 ou 5000 signes (avec les espaces) et que les rédacteurs de L'Essor recommandent de ne pas utiliser l'écriture inclusive. Vous souhaitez vous exprimer? Alors, envoyez vos textes jusqu'au 10 septembre 2022 au rédacteur responsable.

L'Essor:

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable: Rémy Cosandey - Léopold Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds • 079 273 45 14 • redaction@journal-lessor.ch

Équipe de rédaction: Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Marc Gabriel, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Margaret Zinder.

Correctrices: Gloria Barbezat, Margaret Zinder.

Membres d'honneur: Christiane Betschen, Mousse Boulanger, Susanne Gerber, François Iselin.

Administration & retours: L'Essor - Abonnements
Tunnels 16, 2300 La Chaux-de-Fonds • Info@journal-lessor.ch

L'Essor: www.journal-lessor.ch
Abonnement annuel: CHF 36.-
Compte postal: Journal L'Essor, 12-2620-0

ISSN 1023-5663
Impression: Graphisme: info@le-scribe.com
Easydoc, En Chamard 46E, 1440 Montagny